L'Église Unie
du Canada
Conseil général

CG45 PM02 Agir pour la vérité et la réconciliation pour l'été 2025

Date réelle du document: août 8, 2025

Source : Ingrid Brown

1. Quel est l'enjeu? Pourquoi cet enjeu est-il important?

Entre 1925 et 1969, l'Église Unie du Canada a géré un total de 15 établissements faisant partie du système des pensionnats autochtones, dans le cadre de la politique d'assimilation des peuples autochtones menée par le gouvernement fédéral. Les excuses présentées en 1986 par le pasteur Bob Smith ne mentionnent pas la violence perpétrée dans les pensionnats autochtones (« les pensionnats »). Les excuses présentées en 1998 par le pasteur Bill Phipps confirment la douleur et la souffrance des élèves et de leurs familles, y compris les mauvais traitements infligés à certains d'entre eux. Il est temps de mettre à jour les excuses de 1986 et de 1998 à la lumière de nouveaux faits que l'Église a depuis appris.

Les survivants et survivantes des « pensionnats » demandent à l'Église d'admettre explicitement sa complicité, comme institution, dans la mort de nourrissons et d'enfants qui ne sont jamais retournés chez eux et qui ont été incinérés ou inhumés de manière inappropriée. Il est important que nous continuions de tenir compte de la réponse du Synode autochtone aux excuses de 1988, qui exprimait l'espoir que nous passions à l'action et qui priait pour que ces paroles ne restent pas lettre morte. De la même façon que le pasteur Phipps, qui affirmait en 1988 : [traduction] « nous prions pour que vous puissiez témoigner de la sincérité de nos paroles d'excuses dans nos actes futurs », nous demandons à l'Église Unie du Canada de poser deux gestes : qu'elle présente de nouvelles excuses à la lumière des nouveaux faits qui ont été révélés ou qu'elle s'exprime de nouveau sur les excuses déjà présentées, et qu'elle élabore une stratégie ecclésiale nationale afin d'incarner notre

engagement envers la réconciliation.

Nous reconnaissons que nos excuses ont été reçues, mais qu'elles n'ont jamais été acceptées.

2. Quelle est la situation actuelle?

Le 27 mai 2021, les Tk'emlúps te Secwépemc ont annoncé que les restes de 215 enfants avaient été retrouvés enterrés sur les lieux de l'ancien « pensionnat » autochtone de Kamloops. Cette confirmation des vérités des aînées et des aînés a conduit à d'autres recherches dans les sites des anciens « pensionnats » et à la découverte d'autres tombes non marquées et de restes qui n'ont jamais été restitués aux familles et aux communautés. Le 4 juin 2021, l'Église Unie du Canada a publié une réaction mettant notamment en exergue les appels à l'action 73 à 76 du rapport de la Commission de vérité et réconciliation de juin 2015. L'Église Unie a affirmé que tous les documents relatifs aux « pensionnats » ont été soumis à la Commission de vérité et réconciliation et sont accessibles par l'entremise du Registre commémoratif national des élèves.

Le *Manuel* nous rappelle qu'il incombe à chaque génération d'exprimer sa foi en fonction de son époque, et qu'il en va de même pour le travail de réconciliation et de décolonisation que nous menons actuellement. Une nouvelle déclaration faisant état d'une nouvelle compréhension de nos fautes et de nos péchés, avec l'espoir qu'une prochaine étape importante prendra bientôt forme, accompagnée d'un plan d'action.

Cela est particulièrement important à l'heure où la constituante de l'Église issue initialement de l'immigration coloniale et la constituante autochtone de l'Église discutent des modalités futures de leurs interactions. La constituante de l'Église issue initialement de l'immigration coloniale doit assumer son histoire pour coconstruire l'avenir. Les mesures recommandées nous aideront à parvenir à une compréhension commune à l'échelle nationale de notre passé, de notre situation actuelle et de notre avenir, qui ne soit pas soumise à des perspectives ou à des opinions personnelles.

3. Quelle est la recommandation?

1. Que le Conseil général de l'Église unie du Canada entreprenne le processus approprié afin de mettre à jour les excuses de 1986 et de 1998 à la lumière des découvertes de la Première Nation Tk'emlups te Secwépemc et des découvertes similaires ultérieures

effectuées à d’autres endroits. La mise à jour devra inclure une reconnaissance de la mort de nourrissons et d’enfants qui n’ont pas eu droit à des rites funéraires dignes de ce nom, qui ont été incinérés et qui ne sont jamais rentrés chez eux, dans leur communauté et dans leur famille.

2. Que le Conseil général de l’Église Unie du Canada, en partenariat avec l’Organisation autochtone autonome, conçoive, communique et mette en œuvre un plan ministériel coordonné de vérité et de réconciliation pour les communautés de foi et les régions, qui sera présenté au Conseil général en 2028.

4. Contexte

Récemment, le pasteur Rob Shearer (PMRC) a publié le massage suivant dans les médias sociaux :

[traduction] « C’est un honneur d’être invité à témoigner aujourd’hui dans le cadre de l’initiative ?Aps Ciik Cha Chim Hiy Ap (Chemin de la réconciliation), un rassemblement mensuel de survivants et survivantes du pensionnat autochtone Alberni de l’Église Unie du Canada (1892-1973). Chaque mois ils accueillent de personnes issues de l’immigration colonisatrice (comme moi) qui les écoutent attentivement. Dans le contexte de la tradition d’écoute et de partage de certaines cultures autochtones insulaires, on m’a demandé, en tant que témoin de leur réunion, de vous faire part de ce que j’ai entendu (sans utiliser les noms ou les images des survivants et survivantes) : les récits de résilience, de bravoure et de guérison face à la violence subie dans ces établissements gérées par l’État et l’Église (et la violence permanente et collatérale due au colonialisme) sont puissants et continus. Chaque fois que je prends part à ce groupe, les histoires sont des plus déchirantes et des plus émouvantes. Je n’en sors jamais inchangé. Je n’ai jamais écrit à ce sujet publiquement, parce qu’on ne m’a jamais demandé de témoigner. Cependant, aujourd’hui, les survivants et survivantes m’ont expressément demandé d’offrir ce témoignage et de le diffuser dans les médias sociaux.

L’intervenante principale d’aujourd’hui, une survivante qui a à peu près le même âge que moi, a démontré une force spirituelle profonde et a transmis un enseignement puissant sur le deuil, la perte (de ses enfants) et la relation avec le Créateur-Dieu, en plus de raconter une histoire de résurrection physique après un incident d’une extrême violence qu’elle a vécu il y a de nombreuses années.

J’éprouve pour elle une très grande admiration. Je suis honoré, en tant que blanc issu de l’immigration coloniale, en tant qu’homme (alors que c’est la Journée internationale de la femme) et en tant que membre du clergé chrétien, d’être accueilli dans ce cercle avec une telle grâce (non méritée), une telle vulnérabilité et une telle force de la part de ces survivants et survivantes. Le groupe m’a demandé d’utiliser ma voix pour envoyer en son nom un message aux leaders de l’Église Unie du Canada leur demandant de reformuler nos excuses aux survivants et survivantes afin de reconnaître explicitement notre complicité, en tant qu’institution, dans la mort de nourrissons et d’enfants qui ont été incinérés et enterrés de manière inappropriée, et dont les corps n’ont jamais été restitués. Je le ferai dans les prochains jours. »

Dans un commentaire sous la publication, le pasteur Tony Snow (CWRC) a écrit :

[traduction] « Ce dernier point sur la mise à jour des excuses est essentiel. Pendant si longtemps, la véritable réconciliation est demeurée un phénomène ad hoc et éphémère. Certaines communautés autochtones qui abritent des bâtiments de l’Église Unie ne savent même pas que des excuses ont été présentées. Pouvons-nous enfin disposer d’une stratégie coordonnée pour traiter la question de la réconciliation à l’échelle nationale? En commençant par établir des relations de manière significative dans tous les domaines où l’Église nationale est présente. Nous disposons d’un document publié en 2022 en réaction à la découverte de 215 enfants et sept ans après l’adoption des appels à l’action de la Commission de vérité et réconciliation. Cependant, ce document ne donne aucune orientation et ne fournit aucune mesure visant à faire avancer les choses au sein de la communauté. Ces renseignements sont essentiels si nous voulons honorer nos engagements intergénérationnels. L’Église Unie a été très douée pour présenter et pour reformuler des excuses. Cependant, elle présente des lacunes en matière de suivi pour mettre en œuvre des changements réels, significatifs et aptes à renforcer les partenariats avec les communautés autochtones. »

5. Comment cette proposition nous aide-t-elle à respecter les engagements de notre Église en matière d’équité?

Cette proposition fait suite à la demande de survivants et survivantes, de familles d’enfants ayant fréquenté un « pensionnat » dirigé par l’Église Unie du Canada et de Tony Snow, pasteur autochtone de la région de Chinook Winds. Elle a été préparée et présentée par la

pasteure Ingrid Brown et le pasteur Bob Filler, à partir de l'idée selon laquelle les peuples autochtones ne doivent pas porter le fardeau de continuer à tenir l'Église issue de l'immigration coloniale pour responsable de la réconciliation. Nous pensons que les actions décrites dans cette proposition sont les prochaines étapes nécessaires d'un parcours qui est déjà en cours, mais qui a besoin d'être réarticulé et qui doit donner lieu à de gestes concrets. En tant que telles, ces actions constituent une partie importante de l'écologie de l'Église.

Pour l'instance transmettant cette proposition au Conseil général :
Veuillez sélectionner l'option appropriée et fournir les principaux points de discussion concernant les enjeux transmis au Conseil général :

- ☐ En accord
- ☐ En désaccord, sans transmission de la proposition au Conseil général
- ☐ En désaccord, avec transmission de la proposition au Conseil général

Si vous avez des questions concernant cette proposition, veuillez les transmettre à GCinfo@united-church.ca

Type de document: Proposition

General Council: GC45

Organisme d'origine: Pacific Mountain Regional Council